



**PRÉFET
DE L'AVEYRON**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL

Arrêté n° 12-2022-11-07-00001

du 07 NOV. 2022

OBJET : Portant modification des conditions d'exploitation pour approfondissement et prolongation de la durée d'exploitation d'une carrière, située au lieu-dit « Les Planquettes » - Commune de Laissac-Séverac l'Église, et exploitée par la SOCIÉTÉ CONTE & FILS

LE PRÉFET DE L'AVEYRON

*Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre national du Mérite*

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L 181-14, L 516-1, R 181-45, R 181-46 et R 516-1 ;
- Vu** le décret du 05 octobre 2022 portant nomination de Monsieur Charles GUISTI, en qualité de préfet de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 09 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, prévues par la législation des installations classées ;
- Vu** l'arrêté interministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières, prévues aux articles R 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 12-2022-10-24-00011 du 24 octobre 2022 portant délégation de signature à Madame Isabelle KNOWLES, secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002, autorisant la société SARL CONTE & FILS à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire au lieu-dit « Les Planquettes », sur le territoire de la commune de Laissac-Séverac l'Église ;
- Vu** la demande d'approfondissement et la demande de prolongation d'une durée de 10 ans de la carrière, au lieu-dit « Les Planquettes », sur la commune de Laissac-Séverac l'Église, adressée à Madame la Préfète, en date du 10 mai 2022 ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas formulée le 03 mai 2022 ;
- Vu** la décision de dispense d'évaluation environnementale, en date du 11 octobre 2022 ;
- Vu** l'avis du 19 octobre 2022 portant lancement de la consultation du public, par voie électronique, du 20 octobre 2022 au 03 novembre 2022 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des Installations Classées, en date du 4 novembre 2022 ;
- Vu** le courriel, adressé le 24 octobre 2022, à l'exploitant, pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles, sur le projet d'arrêté ;

Vu les observations, présentées par le demandeur sur ce projet, par courriel du 02 novembre 2022 ;

Considérant que les capacités techniques et financières de la société CONTE & FILS sont suffisantes pour conduire et mener à bien l'exploitation de la carrière susvisée ;

Considérant que le projet consiste en l'approfondissement de 8 mètres du carreau d'exploitation sur les zones autorisées à 586 m NGF avec la création d'un front supplémentaire ;

Considérant que le projet consiste également à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'une durée de 10 ans tout en réduisant d'un tiers le volume extrait ;

Considérant que la zone d'approfondissement concerne un secteur en exploitation avec des enjeux naturalistes limités ;

Considérant que l'approfondissement du carreau en dent creuse se traduit par la création d'un front supplémentaire n'entraînant pas de nouvelle visibilité ;

Considérant que les méthodes d'exploitation actuellement autorisées restant identiques et le périmètre d'exploitation restant identique, l'impact concernant les émissions sonores et de poussières n'est pas modifié ;

Considérant que l'étude hydrogéologique conclut sur le fait que l'approfondissement du carreau n'impactera pas la ressource en eaux souterraines ;

Considérant qu'une surveillance doit néanmoins être mise en place ;

Considérant que les principes de remise en état ont été revus et intègrent les prescriptions liées au futur chantier routier ;

Considérant l'absence d'observations émises lors de la consultation du public par voie électronique, organisée du 20 octobre au 03 novembre 2022 ;

Considérant que la modification des conditions d'exploitation entraîne une nouvelle détermination du montant des garanties financières applicables ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale, au sens de l'article R 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaire les consultations prévues par les articles R 181-18 et R 181-21 à R 181-32, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires ;

Considérant que les conditions d'exploitation et d'aménagement, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients susceptibles d'être générés par le fonctionnement de l'installation et constituent des mesures suffisantes pour garantir la protection des intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron,

ARRÊTE :

Article 1 :

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Cette activité relève des rubriques de la nomenclature suivante :

| Rubrique | Intitulé de la rubrique | Volume | Régime |
|------------|--|---|----------------|
| 2510 -1 | Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6. | 30 000t/an en moyenne 60 000t/an maximum | Autorisation |
| 2515 -1 a) | Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 . | 400kW | Enregistrement |

Pour la nomenclature eau :

Rubrique 1.2.1.0 A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement, y compris par dérivation, dans un cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe – quantité autorisée limitée à 30m³/jour – non classé

Le point de prélèvement a des coordonnées Lambert 93 C44 suivantes :

- X = 1686464,66
- Y = 3243422,55
- Z = 578 »

Article 2 :

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La production moyenne annuelle est de 30 000 tonnes et le rythme de production n'excède pas 60 000 tonnes par an. »

Article 3 :

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont modifiées par les dispositions suivantes :

« L'autorisation valable pour une durée de 10 ans à compter du 07 novembre 2022 est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété ou de forage du bénéficiaire »

Article 4 :

Les dispositions de l'article 12.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitation sera réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté, le réaménagement étant coordonné à l'exploitation. »

Article 5 :

Les dispositions de l'article 12.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Le plan d'exploitation respecte notamment les conditions suivantes :

- l'extraction des matériaux est réalisée en deux fronts en cours d'exploitation.*
- La hauteur maximale de chacun de ces gradins est de 15 mètres.*
- La largeur minimale de banquette est de 15 mètres en cours d'exploitation et de 1 mètre en phase de réaménagement (hors talutage).*
- L'extraction dans la bande DUP de la RN88 est autorisée à la cote basse de 578 m NGF.*
- Le carreau inférieur (hors bande DUP) est limité à la cote 578 m NGF.*

Au vu de la convention d'autorisation d'occupation temporaire du 03 octobre 2021, signée entre l'État et la Sarl CONTE et FILS, concernant les terrains situés dans la bande DUP et nécessaires au projet d'aménagement routier de la RN 88, le pétitionnaire cessera l'exploitation de sa carrière, sans aucune indemnité de quelque nature que ce soit, dès l'annonce, par le maître d'ouvrage routier, du démarrage des travaux d'aménagement de la RN 88 et du besoin de disposer des terrains expropriés, assortie d'un préavis de 6 mois.

L'exploitant réalisera la remise en état du site à la nouvelle échéance ainsi fixée, en coordination avec le maître d'ouvrage routier. »

Article 6 :

Les dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont complétées par la disposition suivante :

« Un fossé de transfert des eaux de ruissellement vers le lac Supérieur est créé lors de l'exploitation du Secteur Sud. »

Article 7 :

Les dispositions de l'article 13.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'état des terrains en fin d'exploitation et de réaménagement, est conforme au plan annexé au présent arrêté. »

Article 8 :

Les dispositions de l'article 22.1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont complétées par la disposition suivante :

« Un plan d'alerte et de secours devra être réalisé pour permettre la bonne coordination des moyens de secours en cas de déversement accidentel.

La vanne de sectionnement en sortie du lac Supérieur doit être maintenue en bon état de fonctionnement pour permettre l'isolement des eaux en cas de pollution accidentelle.»

Article 9 :

Les dispositions de l'article 22.1.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Prélèvement dans le lac inférieur

La quantité maximale journalière d'eau, prélevée dans le lac inférieur, est limitée à 30m³/jour.
Les installations de prélèvement sont équipées d'un dispositif de mesure totaliseur (compteur).
Ce dispositif est relevé tous les mois.

Les résultats sont portés sur un registre et tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement doit être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées, ainsi que les projets concernant la réduction de consommation d'eau. »

Article 10 :

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 est complété par un article 22.1.7 avec les dispositions suivantes :

« Un piézomètre est implanté à proximité du fossé de transfert des eaux collectées dans le lac Supérieur vers le lac Inférieur.

La dalle du piézomètre devra être reprise, avant le 30 novembre 2022, afin d'assurer une étanchéité totale. Aucune activité et aucun stockage ne sont autorisés dans un périmètre de 35 mètres, autour du piézomètre ».

Article 11 :

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 est complété par un article 22.1.8, avec les dispositions suivantes :

« L'exploitant effectue un suivi semestriel des niveaux des différents plans d'eau (hautes et basses eaux) et après des épisodes pluvieux soutenus (H>80mm). »

Article 12 :

Les dispositions de l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-311-3 du 07 novembre 2002 sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Compte-tenu du phasage d'exploitation et de réaménagement tel que défini, le montant des garanties financières retenu est égal au montant maximal, calculé par période quinquennale, nécessaire pour effectuer le réaménagement correspondant à ladite période. Ce montant est fixé à :

| | Montant (en € TTC) |
|-----------------------------|--------------------|
| Première phase quinquennale | 92107 |
| Seconde phase quinquennale | 83843 |

En toute période, l'exploitant doit être en mesure de justifier l'existence d'une caution solidaire, telle que prévue par la réglementation et d'un montant égal à la somme correspondante, fixée ci-dessus. Notamment, le document correspondant doit être disponible, sur le site de la carrière ou sur un site proche et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement peut en demander communication, lors de toute visite. »

Article 13 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal Administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr> :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois, à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts, mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1, dans un délai de quatre mois, à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 14 : Mesures de publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Laissac-Séverac l'Eglise, en vue de l'information des tiers.

Un extrait de cet arrêté est affiché, par les soins du maire de Laissac-Séverac l'Eglise, dans les lieux habituels d'affichage municipal, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait est publié, sur le site internet de la préfecture de l'Aveyron, pour une durée identique.

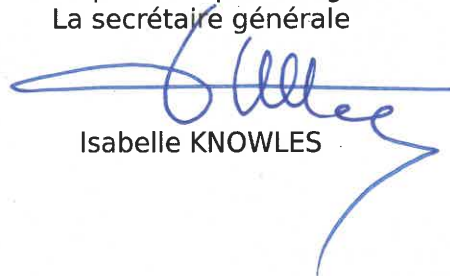
Il est affiché, en permanence, de façon visible, dans la carrière, par les soins de l'exploitant.

Article 15 : Ampliation et exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Aveyron, le Maire de Laissac-Séverac l'Eglise et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargé de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée à la Société CONTE & FILS.

Fait à RODEZ, le **07 NOV. 2022**

Pour le préfet et par délégation
La secrétaire générale



Isabelle KNOWLES

[illegible]

Département de l'Aveyron



12130 PIERREFICHE D'OLT

0-0000000000000000

Phase 1 - Exploitation à 5 ans
Projet Approfondissement

| | | | |
|-----------|---|--------------|----------------|
| Réalisé : | Date : | Statut par : | Approuvé par : |
| 1/500 | 27/01/2020 | L.HAON | C.ASTIER |
| Autre : | Don : | Don | |
| A | reponse Phase 1 - Expérimentation à 5 ans | | |
| B | reponse Phase 1 - Expérimentation à 5 ans (breveté) | | |

Source: [ProQuest](#). Digitized by Google.

LEGENDE

-
- PERIMETRE D'AMORTISATION - 500m
- PERIMETRE D'AMORTISATION
- PERIMETRE D'EXPLOITATION
- PARCELLELAIRES CADASTRAUX
- Parcelles délimitées Anciens et Ns
- Chemin d'Accès
- Mauri talaie Déc 2019
- Bas talaie Déc 2019
- Stock carrière
- Phase
- Front de Taille
- Phase 1 exploitation à 5 ans
- Phase 2 exploitation à 10 ans

$$V = 58840 \text{ m}^3$$

Limitations:

ANNEXE 2 - PLAN DE PHASAGE - Phase 2

CARRIERE de PALMAS Les Planquettes

Département de l'Aveyron



TRAVAUX PUBLICS
CONTE et Fils
12130 PIERREFICHE D'OLT
Tél. 05 65 47 45 35

Phase 2 - Exploitation à 10 ans
Projet Approfondissement

| Scale : | Date : | Elaboré par : | Approuvé par : |
|---------|------------|---------------|----------------|
| 1/500 | 21/02/2020 | L. HAON | C. ASTIER |
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| 1 | 2 | 3 | 4 |
| 1 | 2 | 3 | 4 |

V = 44775 m3

LEGENDE

| | |
|--|-------------------------------------|
| | PERIMETRE D'AUTORISATION - 50m |
| | PERIMETRE D'AUTORISATION |
| | PERIMETRE D'EXPLOITATION |
| | PARELLAIRE CHAUSSÉE |
| | Perimètre des distances Road art 19 |
| | Chemin d'Accès |
| | Haut talusée D4c 2019 |
| | Bas talusée D4c 2019 |
| | Stock carrière |
| | Plate |
| | Front de Taille |
| | Phase 1 exploitation à 5 ans |
| | Phase 2 exploitation à 10 ans |

Limite exp.
2 x 2 voies

Axe emprise R.
2 x 2 voies

ANNEXE 3 - PLAN DE REMISE EN ETAT

CARRIERE de PALMAS Les Planquettes

Département de l'Aveyron



TRAVAUX PUBLICS
CONTE et FILS
Père artisanal
12130 PIERREFICHE D'OLT
Tél. 05 06 43 04 33 Fax 05 06 43 18 12

Projet Remise en Etat

| Echelle: | Date: | Étude: | Approuvé par: |
|----------|------------|----------------|---------------|
| 1/1500 | 03/03/2022 | L. HAON | CASTIER |
| Travaux | Projet | Remise en Etat | |
| A | Projet | | |
| B | | | |

Le plan est révisé en fonction des données techniques et des données terrain.

